

Kigali sollicite l'Afrique de l'Est dans le dossier contre la France

@rib News, 03/10/2008 â€“ Source APAâ€“ Le ministre rwandais de la Justice, Tharcisse Karugarama, a invitÃ© les participants au quatriÃ¨me sÃ©minaire interparlementaire de lâ€™Assemblée lÃ©gislative de lâ€™Afrique de lâ€™est (EALA) et les AssemblÃ©es nationales rÃ©gionales dâ€™aider son pays dans le traitement de la question du rÃ´le de la France dans le gÃ©nocide rwandais de 1994. M. Karugarama dÃ©livrait un discours jeudi sur â€« la reconstruction du secteur judiciaire aprÃ¨s le gÃ©nocide de 1994: dÃ©fis et opportunitÃ©s â€» lors du quatriÃ¨me sÃ©minaire interparlementaire de lâ€™EALA et des assemblÃ©es nationales rÃ©gionales qui se dÃ©roule Ã Kigali.

Le sÃ©minaire conjoint parlementaire de trois jours plus connu sous le nom de Nanyuki IV entre dans le cadre dâ€™une sÃ©rie dâ€™activitÃ©s de lâ€™EALA dâ€™un mois qui se tiennent Ã Kigali. Le ministre de la Justice a prÃ©cisÃ© que le Rwanda avait formellement soumis son rapport dâ€™enquête concernant le rÃ´le de la France dans le gÃ©nocide de 1994 aux autoritÃ©s franÃ§aises qui nâ€™ont pas encore fourni de rÃ©ponse officielle Ã leurs homologues de Kigali. â€« Nous avons soumis officiellement le rapport dâ€™enquête indÃ©pendant concernant le rÃ´le de la France dans le gÃ©nocide de 1994 au Rwanda nous attendons toujours leur rÃ©ponse. Nous espÃ©rons quâ€™ils vont rÃ©pondre mais nous sommes tout Ã fait certains que les preuves fournies dans le rapport sont accablantes et difficiles Ã rÃ©futer â€», a dÃ©clarÃ© Karugarama. â€« Nous vous invitons Ã Ãªtre de notre cÃ´tÃ© pour traiter cette question de crime de gÃ©nocide avec la France â€», a-t-il lancÃ©. Le rapport accuse des dizaines de grands politiciens et responsables militaires franÃ§ais dont lâ€™ancien prÃ©sident FranÃ§ois Mitterrand dâ€™Ãªtre directement impliquÃ©s dans la planification et lâ€™exÃ©cution du gÃ©nocide au Rwanda. Le rapport de 500 pages qui a Ã©tÃ© rendu public en aoÃ»t, est le fruit dâ€™une commission dâ€™enquête indÃ©pendante dirigÃ©e par Jean de Dieu Mucyo, le prÃ©sident en exercice de la Commission de lâ€™histoire gÃ©nÃ©rale et rescapÃ© des violences de 1994 qui ont fait plus dâ€™un million de victimes. Dans son allocution devant plus de 80 parlementaires de la rÃ©gion en provenance du Kenya, du Rwanda, du Burundi, de la Tanzanie et de lâ€™Ouganda, M. Karugarama a fait remarquer que lâ€™autre dÃ©fi auquel le secteur judiciaire rwandais est confrontÃ© est la question de lâ€™abus du principe de juridiction universelle de la part de certains juges europÃ©ens. Les juges franÃ§ais et espagnols se sont servis de ce principe pour inculper prÃ¨s de 50 responsables militaires rwandais et de hauts responsables et collaborateurs du prÃ©sident KagamÃ© sur des accusations de gÃ©nocide et de crimes de guerre commis en 1994, lors du gÃ©nocide.